

Extrait du registre des délibérations

Le 5 décembre deux mille vingt-deux, à 19h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance ordinaire à la mairie sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Chantal Ferrando, Julie Sabran, Claire Labat, Francine Lahore, Joëlle Préchacq-Latreyte, Marie-Anne Sommesous, Marguerite Vogt.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Claude Artigues, Pierre Labrosse, Anthony Jegou, Jean-Claude Tucoulou.

Excusées : Monsieur Mikaël Bernadet (pouvoir à Pierre Labrosse)

Secrétaire de séance : Claire Labat

1°) Objet : Approbation des comptes-rendus des séances du 6 octobre 2022 et du 3 novembre 2022

André LANUSSE CAZALE : Les comptes-rendus ont été transmis par mail le 22 novembre 2022. Avant de vous en proposer l'approbation, je souhaiterais revenir sur un point, à savoir le dossier de la maison Nabonne présenté en séance du 6 octobre 2022, pour lequel il y a eu un problème de compréhension A été retranscrit ce qui a été transmis par l'EPFL et j'ai été succinct dans la présentation et ce n'était peut-être pas clair pour tout le monde.

Je vous propose donc de surseoir ou de modifier le procès-verbal du 6 octobre en ce sens qu'il n'est pas question de démolition totale sans l'avis d'un expert. L'objectif est d'essayer de conserver les façades qui seront démolies uniquement s'il n'est pas possible de faire autrement.

En ce moment, DomoFrance figure aux abonnés absents, si nécessaire on va se tourner vers un nouvel investisseur.

Le bâtiment a été acheté en 2009, il est temps de faire quelque chose car il coûte cher notamment en raison de l'emprunt réalisé pour son acquisition. Le bâtiment se dégrade et si on ne fait rien prochainement, il faudra tout démolir. On essaiera de conserver des choses, j'espère répondre à vos questions et inquiétudes que je comprends.

Pierre LABROSSE : Claude, je sais que plusieurs personnes sont venues te parler de ce projet. Plus on avance dans ce dossier et plus il est question de la conservation des façades. Nous serons très vigilants sur cette opération d'autant plus en raison de la mitoyenneté partagée.

ALC : On ne peut pas garder un bâtiment qui nous coûte en l'état. Si on continue d'attendre, il faudra passer à la démolition. Il faut faire quelque chose.

Pour l'approbation des comptes-rendus. Celui du 3 novembre ? Il est adopté à l'unanimité, je vous remercie.

Pour celui du 6 octobre, on précise que la démolition sera partielle et que toute démolition doit être nécessaire à la réhabilitation et la réalisation du projet.

Vous êtes tous d'accord ? Je vous en remercie.

2°) Objet : Présentation proposée par l'entreprise Total Energies

ALC : Pour des raisons pratiques la présentation du projet de panneaux photovoltaïques sur le lac a été réalisée avant le premier point ce qui a permis de libérer les différents intervenants.

Anthony JEGOU : Attention si une modification du PLU est nécessaire pour la mise en œuvre du projet, il s'agit d'une procédure longue et complexe.

ALC : C'est d'autant plus vrai que ce projet ne fait pas l'unanimité. De plus, le directeur de la DDTM refuse le projet.

Jean-Claude TUCOULOU : On n'est pas dans une commune concernée par le PLUI.

ALC : Anthony a raison, la compétence urbanisme et planification du droit des sols est exercée par la CCLB.

3°) Objet : Travaux électriques réalisés par le TEPA (Territoire d'Energie Pyrénées-Atlantiques) : servitude de passage d'ouvrage

Monsieur le Maire rappelle les travaux de renforcement électriques réalisés par le TEPA (renforcement poste P5 Moncade – Travaux route de Falibus).

A cette occasion, une ligne de distribution électrique a été enfouie dans le tréfonds de la parcelle AO 335 appartenant à la commune.

Sur proposition du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **ACCEPTE** que la parcelle cadastrée AO 335 soit grevée d'une servitude à titre gratuit pour le passage de l'ouvrage souterrain précité ;
- **PRECISE** que cette servitude sera formalisée par la signature d'un acte en la forme administrative à intervenir entre la commune et le TEPA ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

3°) Objet : Travaux électriques réalisés par le TEPA (Territoire d'Energie Pyrénées-Atlantiques) : servitude de passage d'ouvrage

Monsieur le Maire rappelle les travaux de renforcement électriques réalisés par le TEPA (renforcement poste P5 Moncade – Travaux route de Falibus).

A cette occasion, une ligne de distribution électrique a été enfouie dans le tréfonds de la parcelle AI 312 appartenant à la commune.

Sur proposition du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **ACCEPTE** que la parcelle cadastrée AI 312 soit grevée d'une servitude à titre gratuit pour le passage de l'ouvrage souterrain précité ;
- **PRECISE** que cette servitude sera formalisée par la signature d'un acte en la forme administrative à intervenir entre la commune et le TEPA ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

4°) Objet : Budget communal : Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association ACSE (décorations de Noël)

Le Maire informe l'assemblée que l'association ACSE de Garlin a sollicité la commune pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre de la décoration de la place du Marcadiou.

Le marché de Noël s'est tenu ce 27 novembre à la salle polyvalente et la décoration du village de Noël sur la place du Marcadiou a été réalisée à cette occasion. Il est proposé d'accéder à cette demande et de reconduire le montant alloué les années précédentes à savoir 600 €.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DÉCIDE à l'unanimité d'allouer une subvention exceptionnelle de 600 € à l'association ACSE,
- DIT que les subventions seront mandatées à l'article 65748 et PRÉCISE que les crédits correspondants sont prévus au budget.

ALC : Le marché s'est très bien passé.

Julie SABRAN : C'est vrai mais l'après-midi a été quand même plus calme.

AJ : La restauration s'est très bien passée et les exposants étaient très contents. Les places du marché sont réservées d'année en année.

Marie-Anne SOMMESOUS : Les animations pour enfants étaient très bien.

AJ : Les 600 € attribués à l'association servent au décorum (sapins, ...) mais la subvention ne sert pas à faire fonctionner le marché. C'est complémentaire avec ce qui est organisé par l'APE.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

5°) Objet : Charte d'accueil médiathèque

ALC : Ce point a été évoqué lors de la dernière séance du conseil municipal, le sujet étant de déterminer les modalités de prêt par la médiathèque d'ouvrages aux écoles hors SIVOS.

On peut considérer ces écoles en deux catégories : celles appartenant au territoire de la CCLB et les écoles hors territoire.

Prêter aux écoles du territoire de la CCLB pourrait être légitime en ce sens que cela participe à la définition d'une démarche de réseau sur laquelle la CCLB mène actuellement un travail de fond. Les enseignants utiliseraient alors les différentes ressources et structures culturelles du territoire. Ce partenariat existe déjà aujourd'hui, les écoles de Thèze et d'Arzacq sollicitent Garlin en plus des médiathèques existantes dans leur commune respective.

S'agissant des écoles hors territoire CCLB, il est à noter que la médiathèque de Garlin est de plus en plus sollicitée par des écoles du territoire de la communauté de communes de Nord-Est Béarn (territoire de Morlaàs).

Ces écoles ont accès à des structures prêtes à être sollicitées pour mettre à leur disposition les fonds demandés.

La médiathèque de Garlin, comme toute médiathèque/bibliothèque, dispose de fonds limités. Aussi, beaucoup d'ouvrages demandés par les écoles sont empruntés à la BDP (bibliothèque départementale) pour ensuite les mettre à disposition d'enseignants qui ne sont pas du territoire et qui pourraient formuler la même demande auprès de leur structure de proximité.

A noter également que certaines réservations ne sont pas honorées.

Il est donc proposé de modifier la charte d'accueil pour que chaque école s'adresse en priorité à la structure de son territoire. Si cela n'est pas possible, et de manière exceptionnelle, l'enseignant devra formuler une demande écrite en début d'année scolaire auprès de la mairie de Garlin, demande qui devra être validée par Monsieur le Maire et la mairie de l'école concernée.

Il reste à déterminer si cette disposition s'applique aux écoles hors SIVOS ou hors CCLB.

Il est également proposé que les réservations soient sollicitées au moins 15 jours à l'avance.

Quant aux accueils de classe, il est proposé au conseil de se positionner sur l'opportunité d'accueillir des écoles hors territoire. Il était d'usage de limiter l'accueil aux écoles du périmètre du SIVOS. Il peut être accepté d'accueillir des classes hors SIVOS dans le cadre de la découverte

d'une nouvelle structure. Il peut être plus difficile de les accueillir dans le cadre des animations de lecture publique, mission dévolue aux équipements de proximité.

Sur cette question, il est important de réfléchir avec le souci du territoire.

Claire LABAT : C'est parce que ces enseignants habitent à côté de Garlin ?

ALC : Oui, certains habitent Garlin. Et pour des raisons pratiques, ils préfèrent emprunter sur Garlin.

JCT : Attention, il faut tenir compte des saisies informatiques, du nettoyage et de la mise en rayon. Toutes les communes ne sont pas au même niveau. Beaucoup de bibliothèques sont associatives.

Marguerite VOGT : Ce qui faudrait pour les écoles qui veulent des livres c'est que ce soit eux qui sélectionnent les livres. Audrey les réserve et après ils viennent les récupérer.

ALC : La difficulté supplémentaire pour Audrey consiste à manager une équipe de bénévoles. Cela représente beaucoup de travail.

MV : Les bénévoles devraient se former.

JS : Il faut se mettre aussi dans la situation de la commune qui investit dans sa médiathèque et qui voit ses écoles utiliser les structures d'autres communes. Je pense que si nous étions dans ce cas nous ne serions pas contents.

AJ : Attention, les enseignants en question n'en sont pas moins des garlinois.

ALC : C'est vrai. Il faut être ouvert mais il faut en avoir les moyens. J'ai sollicité la CCLB pour le financement d'un demi-poste. Le service fonctionne bien mais il faut veiller à ne pas décourager nos salariés. C'est un sujet sensible. En plus, la gestion des bénévoles est très compliquée.

On peut retenir l'idée du périmètre CCLB et demander aux extérieurs de formuler leurs demandes en début d'année scolaire.

JCT : Il faut un identifiant informatique par école, un numéro d'adhérent pour faire des réservations et imposer un délai.

ALC : On arrête là, on fera venir Audrey lors du prochain conseil.

JCT : On s'était positionné sur la gratuité du service pour les usagers.

ALC : On arrête la discussion, on demandera à Audrey de venir la prochaine fois.

6°) Objet : Cession de biens mobiliers à la Boutik

Madame Chantal Ferrando sort de la salle et ne prend pas part ni au débat ni au vote.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a procédé à l'acquisition d'un bien immobilier composé en rez-de-chaussée d'un commerce et à l'étage d'un appartement d'habitation. Il s'avère que bon nombre de biens mobiliers (meubles, vaisselle, linge de maison, bibelots, ...) ont été laissés sur place par les anciens propriétaires.

Il propose de céder tous ces biens gracieusement à l'association la Boutik, association à vocation sociale, qui pourra en disposer librement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE de céder gratuitement tous les biens mobiliers précités à l'association la Boutik.

(votants : 11 exprimés : 12 pour : 12 contre : 0 abstention : 0)

ALC : Plutôt qu'un brocanteur, on peut organiser un vide-maison qui profitera à la Boutik. On peut imaginer faire ça sur deux week-ends.

PL : Il faut être au moins deux pour la vente. Je peux m'en charger avec Maguy et Francine si elles sont d'accord.

MV : Dans l'attente de la location de l'appartement de l'étage à Monsieur et Madame VIAL, ces derniers demandent à être autorisés à entreposer leurs motos.

ALC : On peut leur proposer le petit abri situé au fond du jardin à titre gratuit. Vous êtes tous d'accord ? Très bien, je vous remercie.

7°) Objet : Personnel communal : création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet

Il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services, les emplois étant créés par l'assemblée délibérante.

Compte tenu des nécessités de service, Monsieur le Maire propose de créer un emploi permanent d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet.

L'agent affecté à cet emploi serait notamment chargé des missions suivantes :

- Tenue et gestion de l'agence postale communale,
- Réception et traitement des dossiers demandes de pièces d'identité,
- Aide au secrétariat

Monsieur le Maire propose la création de cet emploi à compter du 1^{er} février 2023 et de procéder au recrutement correspondant étant entendu que les crédits nécessaires seront prévus au budget à intervenir.

Le conseil municipal, invité à délibérer :

- **DECIDE de la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps complet à compter du 1^{er} février 2023,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer les contrats à durée déterminée,**
- **CHARGE Monsieur le Maire de procéder au recrutement.**

8°) Objet : Personnel communal : création de deux emplois contractuels pour accroissement temporaire d'activité

Considérant qu'en raison des besoins liés au fonctionnement de l'agence postale communale, il y a lieu de créer deux emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activité :

- Un poste d'adjoint administratif à temps complet à compter du 14 décembre 2022 jusqu'au 31 janvier 2023 inclus : l'agent sera chargé de la gestion de l'agence postale communale et d'autres tâches administratives diverses en attendant le recrutement à intervenir.
- Un poste d'adjoint technique à temps non complet pour une durée d'une heure hebdomadaire à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 30 juin 2023 inclus : l'agent aura pour mission l'entretien de l'agence postale communale.

Ces créations interviennent dans le cadre des conditions prévues au 1° de l'article 332-23 du code général de la fonction publique (*à savoir, un contrat d'une durée maximale de 12 mois, renouvellement compris, pendant une même période de 18 mois consécutifs*) ;
Monsieur le Maire invite l'Assemblée à autoriser les créations au tableau des effectifs de l'emploi selon les conditions exposées ci-dessus.

Le conseil municipal, invité à délibérer :

- **DECIDE de la création d'un poste d'adjoint technique à temps non complet du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023,**
- **DECIDE de la création d'un poste d'adjoint administratif à temps complet du 14 décembre 2022 au 31 janvier 2023,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer les contrats à durée déterminée,**
- **CHARGE Monsieur le Maire du recrutement.**

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

9°) Objet : Election des membres au Centre Communal d'Action Sociale de Garlin

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 9 juin 2020 fixant à douze le nombre de membres appelés à siéger au conseil d'administration du CCAS, dont six membres élus issus du conseil municipal et six personnes nommées par le Maire sur proposition des associations.

Lors de sa séance du 29 juin 2020, le conseil municipal a élu ses six représentants au scrutin secret de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.

Une liste unique s'est présentée et ont été élus Chantal Ferrando, Joëlle Prechacq-Latrete, Francine Lahore, Marguerite Vogt, Jean-Jacques Cérissère et Pierre Labrosse.

Par courrier en date du 4 novembre 2022, Monsieur Jean-Jacques Cérissère a présenté sa démission du conseil municipal et donc du conseil d'administration du CCAS.

En cas de vacance pour quelques motifs que ce soit, le principe de parité entre les membres élus et nommés impose que l'intéressé soit remplacé dans un délai de deux mois. Ce remplacement court pour la durée restante du mandat.

Les modalités de remplacement pour les membres élus sont les suivantes : le siège vacant est pourvu par un conseiller municipal de la liste qui a obtenu ce siège ; il est choisi dans l'ordre de présentation de la liste. Lorsque cette dernière ne comporte plus de noms, le ou les sièges laissés vacants sont pourvus par les candidats de celle des autres listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

S'il ne reste plus de candidat sur aucune des listes, il est alors procédé à une nouvelle élection (dépôt de listes de candidats, vote à la représentation proportionnelle...) au sein du conseil municipal de tous les membres élus dans un délai de deux mois à compter de la vacance du siège (article R.123-9 du Code de l'action sociale et des familles).

Il convient donc de désigner les représentants de l'assemblée municipale.

Liste unique :

- Chantal Ferrando
- Joëlle Prechacq-Latrete
- Francine Lahore
- Marguerite Vogt
- Claire Labat
- Pierre Labrosse

A l'unanimité des membres de l'assemblée, il a été décidé de procéder à un vote à main levée.

La liste a recueilli l'unanimité des suffrages et les membres élus au CCAS de Garlin sont Chantal Ferrando, Joëlle Prechacq-Latrete, Francine Lahore, Marguerite Vogt, Claire Labat et Pierre Labrosse.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

10°) Objet : mise à disposition des installations d'éclairage public liées au transfert au TEPA de la compétence « travaux neufs d'éclairage public »

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la commune a transféré au TEPA la compétence optionnelle relative à la maîtrise d'ouvrage des travaux d'éclairage public (premier établissement, rénovation, amélioration des installations). Depuis de nombreuses années, ces travaux étaient imputés par le syndicat en opération pour compte de tiers. Ces modalités comptables avaient pour conséquence d'enregistrer les installations à l'actif des communes et pour le syndicat de percevoir directement le FCTVA (fonds de compensation sur la TVA) et de facturer aux communes la participation aux travaux déduction faite du montant du FCTVA.

De nouvelles normes comptables relatives à l'automatisation de la gestion du FCTVA ne permettent plus au syndicat de percevoir le FCTVA.

Les communes qui se verraient facturer les travaux en TTC ne pourraient pas non plus le percevoir dans la mesure où les participations aux travaux sont imputées sur un compte non éligible.

Aussi, afin de permettre au syndicat et à ses communes membres de ne pas être perdants sur le FCTVA, une réflexion menée conjointement par le TEPA et la DDFIP a abouti à la solution qui consiste en la mise à disposition par les communes au syndicat des installations d'éclairage public.

Cette mise à disposition consiste à transférer la jouissance d'un bien à titre gratuit tout en restant propriété de la commune. Elle s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2023 aux nouvelles opérations menées et non aux installations déjà opérationnelles qui demeurent à l'actif des communes.

Le conseil municipal, invité à délibérer et après avoir entendu Monsieur le Maire en ses explications complémentaires, DECIDE d'acter la mise à disposition à compter du 1^{er} janvier 2023 des installations d'éclairage public liées au transfert de la compétence « travaux d'éclairage public » (premier établissement, rénovation, amélioration des installations) déjà opéré auprès de Territoire d'Energie des Pyrénées-Atlantiques.

(votants : 12 exprimés : 13 pour : 13 contre : 0 abstention : 0)

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

11°) Objet : Questions diverses

MV: Vous avez tous eu l'information, Garlin va accueillir l'édition 2023 de Festi'Luy. J'ai été désignée pour être référente entre la CCLB et la commune. La date est fixée au 8 juillet 2023. Les associations et les écoles ont été prévenues.

Le 12 décembre, je rencontre le personnel administratif et le 13 décembre le personnel technique.

Huit pôles d'organisation ont été identifiés et il faudra désigner un responsable par thématique.

En janvier, on fera une réunion avec les associations.

Pour rappel, en 2018, la commune avait accueilli environ 3 500 visiteurs.

ALC : Une animation est prévue sur le marché de ce samedi. Elle est proposée par la CCLB et consiste la présentation de la plateforme de rénovation énergétique. Il est demandé un peu

de matériel et un accueil café.

Il serait bienvenu que quelques élus soient présents. Francine et Maguy seront donc présentes, merci à elles.

JCT : Un petit point sur la fibre. Les travaux continuent sur la commune. De plus en plus d'adresses sont à présent éligibles. On a toujours la possibilité de poser des questions sur le site de THD64.

La grosse difficulté est qu'il y a en ce moment beaucoup de travaux sur la voie publique.

Un gros problème aussi est que les nouvelles constructions ou les constructions plus récentes ne sont pas prises en compte dans le plan des travaux. Il faut alors que les particuliers concernés formulent une demande de raccordement classique auprès de leur opérateur réseau.

Pour information, Orange doit revenir faire une permanence sur la commune en février ou mars.

ALC : Deux autres points. Tout d'abord, le Garl'info, la parution est prévue début janvier. Vos articles et idées doivent être transmises à Julie avant le 15 décembre.

CL : Pour la distribution, ce ne serait pas plus simple qu'on se répartisse par quartier ?

ALC : C'est ce qui se fait.

JS : A la base oui, huit tournées sont prévues mais dans les faits c'est plus compliqué.

Chantal Ferrando : On va continuer à distribuer le bulletin de la CCLB ?

ALC : Trois fois par an oui.

Deuxième chose, On missionne la CAUE pour une étude sur la circulation au sein de la commune. L'objectif est double à savoir permettre le maximum de circulation douce en toute sécurité et assurer la mise en valeur du patrimoine. Ceux qui sont intéressés pour faire partie du COPIL en charge du suivi de cette étude sont priés de le dire à Céline.

MAS : Suite à ce qu'avait demandé Christelle pour l'éclairage du cinéma, quelque chose a-t-il été fait ?

ALC : On s'en occupe.

JS : Organise-t-on des vœux pour 2023 ?

ALC : Faire une réunion publique en ce moment est compliqué, on n'est pas en période de confinement mais il faut toujours faire attention. C'est préférable de repartir sur une commande de chocolats.

JS : On était pour inviter toute la population.

AJ : On repart dans un schéma de mesures restrictives, cela ne semble pas être une bonne idée.

ALC : On commande comme l'année dernière.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 21h45.

Ainsi délibéré les jour, mois et an ci-dessus.